



Déclaration préalable du Sgen-CFDT au CTSD du 20 novembre 2020

(bilan de rentrée Ile et Vilaine)

Monsieur le Directeur Académique des Services de l'Éducation Nationale,

Mesdames et Messieurs les membres du CTSD,

Chaque instance est l'occasion depuis le printemps de redire que nous vivons une situation inédite qui ne permettra pas de sitôt un retour à la normale dans les établissements scolaires.

Force est de constater que, malheureusement, les faits nous donnent raison. Nous étions loin d'imaginer en septembre, les conditions dans lesquelles nous avons repris les cours le lundi 2 novembre. En effet, à la crise sanitaire s'ajoute désormais une crise sécuritaire, toutes deux aggravées par l'absence d'anticipation, le flou des directives nationales et le manque d'écoute et de considération des personnels.

Même si tous les personnels de l'Éducation Nationale s'efforcent de maintenir coûte que coûte la continuité du service public, divers sentiments se font jour dans l'enceinte de nos établissements.

En tout premier lieu, la tristesse. Celle d'avoir perdu dans des circonstances tragiques, un membre du corps enseignant, Samuel Paty, qui ne faisait qu'exercer sa mission. Nous pensons à sa famille, ses amis, ses élèves et ses collègues. Le temps de partage annoncé puis supprimé nous semblait pourtant essentiel face au traumatisme subi.

L'inquiétude aussi. Comment ne pas être inquiet face à la propagation de ce virus qui nous oblige une fois de plus à mettre en place un protocole sanitaire renforcé. Une journée banalisée pour ce faire n'aurait pas été un luxe. Encore une fois, les personnels ont dû prendre sur leur temps de vacances pour travailler avec les élus, les parents et les équipes éducatives afin que tout soit opérationnel le 2 novembre. Malgré cela, de nombreux points restent difficiles voire problématiques dans certains établissements.

Les lycées ont dû à nouveau se réorganiser dans l'urgence pour une alternance qui permette de respecter les gestes barrières. N'est-il pas possible de mieux prendre en compte à temps les remontées du terrain, pour éviter des adaptations toujours effectuées dans l'urgence ? Elles sont génératrices de stress et donc de RPS.

Même s'ils se réjouissent de la décision de maintenir les écoles et collèges ouverts, notamment par souci des élèves les plus en difficulté, les personnels de direction et les directeurs d'école voient leur charge de travail augmenter sans cesse, alors qu'ils tiraient déjà la sonnette d'alarme. Il est désormais urgent de prendre de vraies mesures pour les protéger.

Dans les écoles, beaucoup de nos collègues s'interrogent sur la pertinence de maintenir les 18h de formation, notamment les formations en constellations. Risquer la propagation du virus en faisant circuler les collègues entre écoles, en les faisant se regrouper pendant plusieurs heures ne nous paraît pas opportun. A cette question, s'ajoute la problématique du remplacement des collègues, qui pourrait ne pas être assuré.

De plus, nous considérons que tout n'est pas suffisamment mis en œuvre pour que les gestes barrières soient mieux appliqués dans les établissements scolaires. Ils s'avèrent pourtant indispensables pour stopper la propagation du virus si l'on veut continuer à maintenir les établissements scolaires ouverts tout en protégeant les collègues ayant un proche vulnérable et pour lesquels rien n'est mis en place.

Face à un rythme de travail élevé, à l'incompatibilité entre les objectifs des programmes et les moyens dont nous disposons, aux instructions souvent contradictoires, à l'application du protocole sanitaire qui nécessite une vigilance constante et génère des tensions, à la nécessité d'adaptation rapide aux changements d'organisation incessants, nous craignons une augmentation des risques psychosociaux et burnout chez nos collègues. Nous avons échappé au pire jusqu'ici, mais sommes très inquiets pour les semaines à venir suite aux remontées que nous avons pu avoir.

Enfin nombre d'entre nous éprouvent une grande exaspération. Devoir prendre connaissance de nouvelles directives ministérielles annulant les précédentes au dernier moment, après s'être réunis sur leur temps libre pour tout organiser dans les temps, de surcroît par les chaînes d'information continue, c'est faire preuve de bien peu de considération ou de soutien pour les personnels de l'Éducation Nationale.

Malgré tout cela, l'ensemble du personnel continue d'assurer sa mission et reste motivé, attentif et inventif pour offrir aux élèves une continuité pédagogique dans un semblant de normalité.

Nous avons besoin d'être enfin écoutés, respectés, considérés. Nous demandons juste du temps, de l'autonomie, en un mot, de la confiance.

En ce qui concerne ce bilan de rentrée, nous nous interrogeons sur plusieurs points que nous aborderons en séance. Néanmoins, il en reste un qui n'apparaît pas dans les documents. Aujourd'hui, assurer les remplacements d'enseignant·e·s au fil de l'eau nécessite de poursuivre les recrutements. Nous avons appris en CTA mardi que le Ministère avait budgétisé pour notre académie le recrutement de 209 ETP de contractuels pour assurer le remplacement, pendant 3 mois. Cela ne concerne que le 1^{er} degré. Quid du 2nd degré, déjà en difficulté ? Comment ces collègues vont-ils être formés ? Comment cela va-t-il se répartir par département ? Ce nombre est important, mais nous ne pouvons nous satisfaire de la précarité de ces emplois. Nous demandons donc, une fois encore, le recours aux listes complémentaires.

Nous vous remercions de votre écoute.